



Non à la délocalisation de l'impression du *Paris-Turf* !

Nous avons appris, au cœur de l'été, l'hypothèse d'un départ du *Paris-Turf* des imprimeries de Paris Offset Print et Midi Print en vue d'une impression dans deux imprimeries de la presse quotidienne régionale (PQR).

Cet hypothétique départ, s'il se confirmait par la société éditrice Matchem, traduirait un changement brutal et unilatéral des règles qui, jusque-là, ont régi notre profession, qu'il s'agisse de l'impression, du transport ou de la distribution. Il aurait également pour conséquence directe une diminution de la charge de travail, ce qui mettrait immédiatement en cause des dizaines d'emplois dans ces secteurs.

Après être devenu propriétaire du groupe Paris-Turf, Xavier Niel a semble-t-il décidé de ne plus confier ce titre au groupe Riccobono. On pourrait penser que le prétexte a été leur mise en concurrence concernant le rachat.

Mais ce n'est pas aux salariés de payer les conséquences des désaccords entre patrons, d'autant que ces derniers savent très bien se retrouver et s'unir dès qu'il s'agit de parler de politique sociale et salariale, au détriment des travailleurs et travailleuses !

En décidant unilatéralement de se faire imprimer ailleurs qu'en PQN, le groupe Paris-Turf fait fi des règles paritaires de la profession. Les ouvriers, employés et cadres de la presse quotidienne nationale ne se laisseront pas faire ! Et ils sont déterminés à agir de la même façon que le groupe NJJ, ponctuellement et aussi souvent que possible.

Au moment où des négociations ont commencé pour réfléchir à ce que sera la presse quotidienne nationale dans les cinq ans à venir, Xavier Niel via Matchem a décidé d'aller à l'encontre de la logique des réflexions élaborées avec les éditeurs de la PQN.

Nous demandons aux salariés de l'entreprise concernée par la décision de NJJ, à savoir L'Union de Reims et Le Midi Libre, de ne pas accepter l'impression du *Paris-Turf*. Tout comme les salariés de la PQN ont refusé l'arrivée de *Paris-Normandie*, lorsque ce quotidien régional cherchait un site d'impression pour fermer son imprimerie.

Nos syndicats sont déterminés à ne pas en rester là et agiront en conséquence. Ils ne paieront pas les pots cassés.